

HAÏTI

nouvelles
images d'

EDITORIAL ————— janvier-février 2010 - n°83

A des milliers de kilomètres, nous avons, nous aussi, ressenti les secousses du Goudougoudou, comme on a nommé, en Haïti, cet Évènement¹ épouvantablement bruyant.

Tant de choses ont été bouleversées ; NIH aussi. Nous n'avons pas pu sortir le numéro de janvier tel qu'il avait été prévu : il paraît donc en double avec celui de février. Vous y trouverez confirmation que beaucoup de médias ont fait dans ce qu'ils savent si bien faire : sensationnalisme misérabiliste, ignorance arrogante, information insidieuse, désinformation donc. Mais vous verrez aussi qu'il y a des médias qui ont donné une image plus juste, comme celle que vous recevrez dans les trois témoignages ici présentés.

Et aussi quelques exemples de la formidable mobilisation, ici, pour résister, soutenir, aider à construire en mieux, beaucoup mieux.

C'est fini, la vie continue.

par Christian FAULLAU (ancien membre du CA du CHF, directeur du Programme de Développement Local en Haïti de l'ACDI.)

Vous ne pouvez imaginer combien votre immense soutien plein d'émotion nous a aidés. Merci, merci de cet élan, tous vos appels ont tissé, autour de nous deux, un grand pagne de solidarité qui nous a aidés à nous isoler de l'horreur et à nous réchauffer doucement. Nous étions tous les deux littéralement explosés, la tête perdue dans des images sans noms.

Je ne vous raconterai pas tout de suite le détail de tout cela, je ne le peux pas encore, mais je peux vous dire que pour moi, qui en avait déjà beaucoup vu, cette fois j'ai été KO debout.

Nous avons ressenti l'épouvante de ce grondement hallucinant, celui d'une terre qui semblait vouloir se débarrasser, dans un bref et violent geste de rage, de tous ces humains qui l'importunent, puis la terreur de ne plus savoir quoi faire quand tout s'effondre autour de vous. Toujours tétanisés, nous avons été pris par l'angoisse de ces répliques insoutenables, toutes les dix minutes, jusqu'à une heure du matin, avant d'être plus espacées. Puis ce fut l'horreur de ces montagnes de

destructions, de ces milliers de corps, de cette puanteur qui monte, de ces efforts complètement fourbus et si vains pour dégager les corps de nos voisins morts.

Tout ceci en quatre jours d'errance dehors, jour et nuit, avec la peur des pillards au ventre... Anéantis... totalement anéantis... Je ne parle pas de la recherche des membres de la famille, de l'angoisse, l'attente de nouvelles, de l'impossibilité de prendre les rues où étaient leurs maisons, la joie mêlée de pleurs d'apprendre les vivants, l'immense tristesse d'apprendre les morts, toujours plus de morts, chaque jour, jusqu'à maintenant.

Et malgré tout cet instinct de survie de ne pas vouloir de laisser anéantir, Jo, ma femme, brisant fenêtres et vitres pour passer à travers et sauter par le balcon pour être attrapée par de simples êtres humains qui, malgré l'immeuble qui s'effondrait près d'eux, tendaient malgré tout leurs bras pour attraper et sauver leurs frères humains. Elle, une seule rage étrange : « M' p ap mouri pou kont mwnen nan apatman sa a ». (Je ne mourrai pas, ici, seule dans cette appartement !!!!!) » formule magique qui lui a

¹Nom donné au séisme de 1842 qui détruisit le Cap-Haïtien, au nord du pays

donné une rage incroyable pour traverser les vitres à peine cassées...Et cet homme de 25 ans qui, le lendemain, avec son maillot jaune, a osé rentrer sous une partie de l'immeuble, encore en train de s'enfoncer à chaque nouvelle secousse, pour entrer dans un trou fait dans la dalle de béton, avec un burin, un marteau et une scie à métaux pour sortir trois vivants et trois morts....Et cette femme, quatre jours après, au bord de la rue, à côté des décombres pour recommencer à vendre ses légumes et ses fruits, continuer à vivre quoi !...Et notre cuisinier, petit bonhomme anodin, être humain fabuleux qui avec des morceaux de béton cassé, glissant l'autre main sous la plaque de béton pour ne pas blesser la victime, frappe et frappe, jusqu'à ce que la dalle cède, et sauve cinq personnes avant de partir calmement, sans rien demander à personne. Oui, les sauveteurs étrangers ont sauvé des centaines de vies et c'est bien comme ça, mais, durant les deux premiers jours et nuits, seuls, sans personne, sans aucune aide, des milliers d'Haïtiens en ont sauvé des dizaines de milliers, à main nue, dans des décombres en mouvance permanente, avec leurs seules mains nues et leur courage têtus. Ah ! ce peuple haïtien ! Tant et tant de vrais êtres humains sonnés par la monstruosité du choc mais debouts, humblement, calmement, sortant morts et vivants, comme si c'était une tâche naturelle, la vie au quotidien quoi !...Il est vrai, leur vie au quotidien est déjà tellement traversée de violences inhumaines.

C'est fini, la vie continue. Quatre jours après, le temps de retrouver les parents et mon équipe de travail, Jo et moi avons eu la chance d'être évacués sur la Guadeloupe. Nous y avons retrouvé Pierre et Angéla. Ironie de la vie, nous y avons planifié des vacances communes, du 23 au 30 janvier. Angéla attendant un enfant, sa mère et son docteur s'étaient coalisés pour

qu'elle ne vienne pas en Haïti jugé trop dangereux avant le séisme...Qu'elle aille plutôt en vacances en Guadeloupe....Nous y sommes tous arrivés le même jour !

Cela nous a aussi fait beaucoup, beaucoup de bien : les rôles ont été inversés. Les parents devaient cajoler leur fille en grossesse, c'est elle et son mari qui ont apporté amour, tendresse et attention permanente aux deux paumés que nous étions devenus.

Maintenant, la tempête dans nos têtes un peu calmée, Jo va rentrer dimanche soir, le 31 janvier, à Paris avec Pierre et Angéla. Elle ne peut pas rentrer en Haïti : il n'y a pas encore de vol commercial et elle a besoin de repos, d'un autre univers.

Quant à moi, je vais être très prudent, je veux être un grand-père heureux, au mois de mai...mais, en attendant, mon équipe de travail est là-bas, des dizaines de milliers de personnes qui ont tout perdu ont déjà reflué sur les quinze communes de notre programme, alors, en début de semaine prochaine, je vais suivre la route du personnel d'urgence avec un laissez-passer spécial ; je vais passer par Santo-Domingo pour rentrer ensuite à Port-au-Prince, en voiture.

Ne me posez pas de questions, ma fille et son mari, ma femme, me les ont déjà toutes posées avec tellement d'insistance et d'inquiétude certainement justifiée...mais c'est tout simplement ce qui doit être fait... même si je ne suis pas très rassuré.

Allez, la vie continue, à bientôt ; je viendrai encore vous casser les oreilles avec mes histoires et mes envies de monde meilleur.

La journée de deuil national

par Françoise PONTICQ, dentiste française, en Haïti depuis 1987, envoyée par l'Aide Médicale Internationale. Elle assure également des missions pour Aide Odontologique Internationale.

Port-au-Prince, vendredi 12 février

Aujourd'hui le gouvernement a décidé d'une journée de deuil national et de prières ; la population rallonge de deux jours : trois jours entiers....toutes religions confondues, puisque des pasteurs, autant que des prêtres et des « houngan » (prêtres vodou) ont pris la parole devant des milliers de fidèles, partout en ville et en province, sur des podiums improvisés, retransmis pas les radios et TV qui fonctionnent !

Il faut savoir que c'est le moment du carnaval et que le carnaval, en Haïti, est la plus grande fête populaire, appréciée de tous et toutes ; dans ce contexte, pas de débauche...mais ce que j'ai vu et entendu aujourd'hui est un « carnaval évangélique » !!! Un exutoire à tout

ce qui angoisse les gens en ces moments

La vie reprend, certes pas identique, car on ne peut pas encore faire abstraction de tous ceux qui ne sont plus là, des pertes de tout genre et d'un avenir si incertain.

Le principal problème, disons le plus urgent, est de savoir comment reloger ce million de personnes sans abris, provisoirement ou pas, avant la saison des pluies qui est imminente ; hier matin, une pluie forte, d'une heure seulement, a créé la panique en de nombreux endroits.

Les tentes et les bâches sous lesquelles se réfugient les gens ne suffisent plus, aussi des « maisonnettes » de tôles et de bois, récupérés sur les décombres, poussent partout au centre-ville qui devient progressivement un véritable bidonville....

Il semble que personne, au niveau du gouvernement

comme des organisations internationales, n'a de réponse, à court ni à moyen terme. D'ininterminables réunions accouchent de souris ! La coordination de l'aide est un problème assez complexe. Des enjeux peut-être importants ? Des rivalités politiques et économiques ? Faut-il une intensité supérieure à 7,2 sur l'échelle de Richter pour ramener la conscience humaine à la réalité et aux besoins de la population ?

La présence d'un contingent de 20.000 GTS sur le territoire nous interroge tous : pourquoi ces nombreux soldats humanitaires qui ne font que déambuler dans les rues et distribuer des sacs de riz de 25 kg ? On ne peut nier l'importance de l'aide humanitaire en ces moments, car Haïti ne peut pas faire face à cette catastrophe avec ses moyens précaires et insuffisants, mais ne faudrait-il pas étudier des solutions plus efficaces, en pensant aussi à relancer les petites activités, les petits commerces, au lieu de « vider » (verser) des tonnes de nourriture, de médicaments qui après un mois - et encore pour six mois au moins - détruisent quelque part une économie déjà fragile ?

Par exemple : les entreprises pharmaceutiques locales ne vendent plus leurs produits aux hôpitaux, puisque l'aide en médicaments gratuits est énorme sur ces derniers.

Le riz, déversé par les organismes internationaux, n'est pas toujours accompagné de produits comme des « pois » (haricots), d'huile, de sel....alors les gens revendent le riz pour acheter autre chose au risque de se faire arrêter.

Il y a des organismes qui calculent les rations alimentaires pour cinq jours, les quantités et la qualité de vivres à distribuer. Il existe aussi des structures communautaires, comme des comités de quartiers, qui

sont complètement oubliées malgré leur savoir faire et leur connaissance du terrain. Pourquoi ?

On voit chaque jour des contre-exemples de la « débauche humanitaire » : des marchandes de nourriture (elles achètent les denrées, les préparent) qui s'organisent pour faire des plats chauds sur un quartier. Pourquoi ne pas traiter avec elles une forme de relance de leur économie ? Dans six mois, elles ne pourront peut être plus lutter !

On pourrait penser, en 2010, que bien des années après l'éclosion des organisations d'urgence, après la gestion d'innombrables catastrophes dans le monde, les « têtes pensantes » ont des exemples et des données à capitaliser et à adapter à la situation.

Ces moments sont cruciaux. Le virage qui pourrait faire enliser le pays dans une crise longue et durable est proche ; s'il est mal pris, le développement qui s'en suivra ne sera pas « durable » lui !

Je ne sais pas s'il faut prier...comme aujourd'hui... si cela suffit.

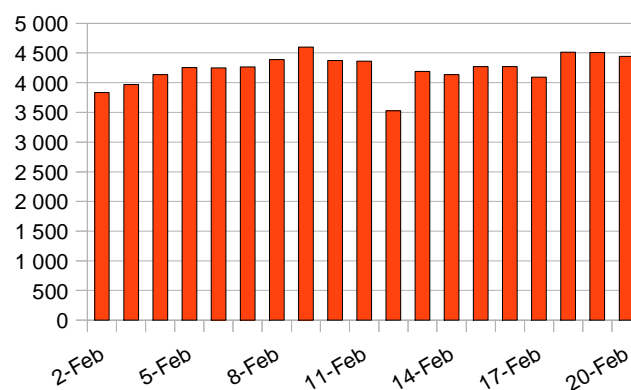
Les divergences recommencent à s'exprimer après quinze jours de « convergence ». C'est humain certes, le gros choc est passé, le naturel revient au galop. Mais, au-delà de ces considérations, la réalité nous rappelle : destruction, décombres, sans-abris, pertes de vies, de biens, de travail, et elle me laisse avec des doutes : les « répliques », encore ressenties par beaucoup, emporteront-elles certaines valeurs et surtout celles qui devraient nous aider à nous entendre pour reconstruire malgré tous les enjeux des uns et des autres ?

Réponse de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement au séisme du 12 janvier 2010

par Lesly Dumont, chargée de communication à la DINEPA

Suite au séisme ayant frappé Haïti et particulièrement sa capitale, le 12 janvier dernier, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) a constitué dès le 13 janvier une cellule de crise pour l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène sur demande du Premier Ministre. Spontanément plusieurs partenaires: organisations internationales, entreprises du secteur privé, ONG l'ont rejoint pour une coordination de la réponse. Les distributeurs d'eau du secteur privé ont commencé d'eux même à distribuer de l'eau potable gratuitement à la population affectée par le séisme, et cela dès le lendemain du séisme. (Légende graphisme : Evolution de la distribution de l'eau traitée en mètre cube)

Dès le 17 janvier la DINEPA formalisait et pérennisait



le travail en concluant les premiers contrats avec eux. Ainsi la DINEPA leur achète l'eau et leur fournit l'essence pour qu'ils continuent à fournir de l'eau potable sur les sites de rassemblement des personnes sinistrées. Aujourd'hui, en collaboration avec les mairies, le secteur privé et les ONG, la DINEPA a dépensé plus de \$US 2 millions pour la fourniture quotidienne gratuite de l'eau potable sur

plus de 200 sites de rassemblement et dans plus de 200 kiosques répartis sur toute l'aire métropolitaine, atteignant ainsi environ 800 mille personnes.

Parallèlement la DINEPA a mis l'emphase sur la réparation du réseau hydraulique dans l'aire métropolitaine. Certains circuits ont repris l'approvisionnement comme par le passé.



(Légende photo: Station d'épuration à la CAMEP)

Quatre stations de traitement d'eau y sont installées et participent à l'alimentation de la population. La DINEPA coordonne aussi les activités d'alimentation en eau potable et en assainissement dans les autres

Quelques extraits de presse

☞ *Canal +, samedi 30 janvier, 13h05, émission L'effet papillon*

Sous le titre : « La loi du plus fort », on pouvait entendre que les distributions assurées par l'aide internationale « tournent vite à l'émeute et au pillage organisé »

☞ *Dans Le Point du jeudi 21 janvier 2010,*

Une photo p 8, un homme tient un couteau et semble menacer un autre.

La même photo est reprise sur deux pages, p 54 et 55.

Légende : « Scène de pillage à Port-au-Prince, samedi 16 janvier »

☞ *Christophe Alévêque, Siné hebdo, mercredi 27 janvier 2010*

« Les dégâts collatéraux du zapping médiatique permanent apparaissent de façon encore plus criante et cruelle lorsqu'il s'agit d'une catastrophe naturelle avec drame humain à grande échelle qui va avec ; le séisme. Le séisme haïtien se retrouve déjà rétrogradé page 10 (en moyenne) de nos journaux, sur une seule page avec, en général, une photo d'enfant, mort ou vivant, selon l'humeur badine ou pas du rédacteur en chef. Trois minutes dans les journaux télévisés, avec recherche d'images chocs et originales pour niquer la concurrence et tentative de bilan approximatif : entre 50000 et 200000 morts, les pauvres c'est pas facile à compter ; vivants, ils ne comptaient déjà pas, alors sous les décombres, à 100.000 près... »

villes touchées.

L'assainissement constituant un aspect primordial pour la santé, la DINEPA a dès les premiers jours lancé un appel aux compagnies privées fournissant des toilettes mobiles et le service de nettoyage de ces toilettes et de concert avec elles décidé de la répartition sur les sites, tenant compte des disponibilités en équipement. Aujourd'hui, plus de **1500 latrines de différents types** sont actuellement gérés sur les sites par les comités.

La DINEPA est consciente de l'ampleur de la tâche encore à accomplir. Intégrant les partenaires tant locaux qu'internationaux qui, de plus en plus, apportent leur appui à l'institution, elle a élaboré un plan stratégique post crise, alliant à la fois les activités d'urgence et la poursuite de la réforme du secteur Eau potable et assainissement. Saisissant cette opportunité, la DINEPA se lance dans l'élaboration d'un plan directeur national pour l'assainissement, secteur négligé par le passé. Ainsi l'objectif fixé par la loi sur la réforme du secteur : « Réorganiser le secteur de l'Eau Potable et l'Assainissement (EPA) dans la perspective de son développement et pour améliorer l'efficacité, l'efficacité et l'équité dans la prestation des services fournis » est plus que jamais d'actualité.

Mais il y a une logique dans le traitement moderne de l'info : plus les moyens de communication sont nombreux et rapides, plus ça disparaît rapidement. Plus ça va vite, plus ça va vite ! L'urgence est devenue une façon de gouverner, alors quand le quatrième pouvoir se met en branle, il subit aussi, il ne joue plus son rôle, il joue un rôle. »

☞ *L'Humanité, jeudi 4 février 2010*

« Considérez-vous que le séisme a mis à nu les problèmes structurels de la nation haïtienne ? »

Lyonel Trouillot. « Je ne sais pas s'il les a mis à nu, mais force à en parler. Les problèmes étaient connus de tous mais les responsables refusaient d'en parler. Je pense en particulier à la construction anarchique. Les pertes en vies, les dégâts matériels sont les conséquences de l'absence de structures de base ; Il serait indécent de vouloir reconstruire ce pays comme il était avant. »

☞ *Le Point, 21 janvier 2010*

Le Point. : Les sismologues ont-ils été pris au dépourvu à Haïti ?

Vincent Courtillot. : « Pas du tout. Ils savent depuis longtemps que c'est une zone à aléa. De nombreuses études ont porté sur les failles traversant l'île d'Hispaniola. Le dernier grand tremblement de terre ayant dévasté cette zone précise datait de 1770 ; Ce qui signifiait que les contraintes s'accumulaient depuis deux cent quarante ans. Une conférence a même eu lieu à Port-au-Prince en 2008 pour prévenir les

autorités qu'un séisme de magnitude supérieure à 7 avait toutes les chances de se produire. Simplement, les sismologues étaient incapables d'en prédire l'instant précis, utilisable par exemple pour une évacuation »

☞ *Courrier International du 21 au 27 janvier 2010, Editorial* « La presse haïtienne elle-même avait alerté les autorités et la population. En mars 2008, Le quotidien *Le Matin* titrait ainsi « *Risque sismique élevé sur Port-au-Prince* », en s'appuyant sur les travaux du géologue Patrick Charles. *Le Nouvelliste* y revenait un an plus tard (« Le spectre d'un séisme destructeur ») en mettant notamment l'accent sur les constructions anarchiques ; l'évolution démographique et la dégradation de l'environnement, « *qui rendent Haïti encore plus vulnérable aux catastrophes naturelles* »

☞ *Dans un article de l'écrivain haïtien, Louis Philippe Dalembert*

« Heureusement la solidarité entre les uns et les autres se met très vite en place, comme à chaque désastre dans ce pays, la population tente de prendre les choses en main avec ses moyens, dérisoires. La solidarité spontanée tient lieu d'organisation et l'humour de thérapie de groupe....La population m'étonne par sa patience. D'autres la trouveraient résignée. Faux ! ... Plus tard, les télévisions étrangères montreront au monde les rares scènes d'émeutes au moment de la distribution de l'aide internationale ou de pillage, sans saluer la patience et le courage de ce peuple ; mais, nous le savons, nous... ».

☞ *Peter Hallward, The Guardian, dans le même numéro de Courrier International,*

« Si la situation de Port-au-Prince est si terrible aujourd'hui, c'est à cause de la misère et de la faiblesse du pays. Depuis la fin des années

1970, l'économie agricole de l'île (*sic*) a été soumise aux assauts du néolibéralisme, ce qui a poussé des dizaines de milliers de petits exploitants vers des bidonvilles surpeuplés comme le note Brian Concannon, directeur de l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti, « *ces gens se trouvent là parce que leurs parents ou eux-mêmes ont été chassés de la campagne par des politiques conçues pour créer dans les villes un important réservoir de mains-d'œuvre captive et donc exploitable* »....Les mêmes pays qui se bousculent actuellement pour fournir une aide d'urgence à Haïti s'opposent systématiquement depuis cinq ans à une extension de la mission de l'ONU à des fins autres que militaires. Toutes les propositions d'affecter une partie des « investissements » à la réduction de la pauvreté ou au développement de l'agriculture ont été rejetées, conformément aux tendances à long terme qui continuent de déterminer la distribution de l'« aide » internationale

☞ *L'Humanité du jeudi 4 février 2010, Michel Le Bris*

« Quand on parle de fatalité, rappelons-nous qu'en 1825 la France a contraint les Haïtiens à acheter leur indépendance sous la menace en échange de 150 millions de francs or. Cela équivalait au budget annuel de la France et à dix années du budget d'Haïti. Le pays a dû emprunter de l'argent aux banques françaises à un taux de 20%. L'emprunt fut en partie gagé sur la production de canne à sucre, ce qui a condamné l'île (*sic*) à mort. Produire de la canne à n'en plus finir. On a cassé cette île pour la punir. Il n'y a donc pas de fatalité. Et pourtant, malgré tout ça Haïti reste la plus francophile des îles de tout l'espace caribéen. Il ne faut pas oublier le passé. Et je ne parle pas des vingt ans d'occupation de l'île par les États-Unis, entre 1915 et 1934.. Les Américains ont voulu construire un chemin de fer mais il leur fallait un terrain plat. Ils ont donc exproprié les paysans pauvres des terres agricoles, seuls terrains vraiment plats de l'île Voilà tout ce que l'île a subi... »



MOBILISATION DES ASSOCIATIONS FRANCAISES ET HAITIENNES

par Aurélie TOURNOIS, bénévole au CHF.

A travers la France métropolitaine et les territoires d'outre-mer, la mobilisation est impressionnante. Les nombreuses associations désirent œuvrer pour la reconstruction, pensant à l'avenir, et non pas uniquement à pallier à l'urgence.

Parmi les survivants, les blessés ont encore besoin de soins. Depuis les premiers jours, de nombreux personnels de santé se sont mobilisés et ont proposé de se rendre en Haïti pour aider sur place, ce qui n'a pu se faire, faute de moyens. En outre, les habitations ayant été détruites, les Haïtiens dorment actuellement dans des tentes. Ils sont menacés par les épidémies, et l'arrivée prochaine en mars de la saison des pluies, qui transformera le sol en boue.

De nombreuses propositions de personnels de santé, mais aussi de formateurs et de professionnels de l'équipement (électricité) de se rendre sur place ont été reçues par les diverses associations. Les volontaires, médecins ou infirmiers, sont invités à s'adresser à Aide médicale Internationale, Médecins du Monde, ou au CLONG.

L'inquiétude des associations demeure quant à l'inévitable moment où les médias cesseront de diffuser des informations sur la situation en Haïti. Le risque réside dans la diminution probablement prochaine des aides et des fonds récoltés, alors que ceux-ci seront de plus en plus nécessaires à la reconstruction. Actuellement, la plupart des associations se concentrent sur les situations d'urgence, notamment en ce qui concerne l'accueil. Elles demandent, pour la plupart, de mettre un terme à l'expulsion des immigrés et la régularisation des sans-papiers haïtiens, ainsi que l'aboutissement des adoptions d'enfants en cours.

Dans de nombreuses villes, les associations s'organisent, depuis le 12 janvier, afin de venir en aide aux ressortissants haïtiens, en Haïti, mais également en France.

A Rennes, une réunion inter-associative s'est mobilisée, deux jours seulement après les faits, autour d'un Collectif 35 des amis d'Haïti.

Une action Solidarité 35 Haïti s'est ainsi mise en place. Un jour de deuil a également été décrété, où les citoyens étaient invités à se vêtir de blanc. De plus, le 23 janvier, Ouest France et les télévisions locales ont organisé la diffusion d'une information publique avec collecte de fonds, Place des Lices. Le Collectif 35 a également mis en place une permanence, sept jours sur sept, de 9h à 22h, à la Maison Internationale de Rennes. Une ligne téléphonique internationale gratuite est mise à la disposition des familles souhaitant joindre leurs proches en Haïti. Vu l'importance des pertes humaines et du traumatisme subi, il est important de donner priorité, pour le moment, à la recherche des familles et

des proches en Haïti. En effet, les communications avec Port-au-Prince restent très difficiles à cause des destructions des lignes qui ont eu lieu, lors du séisme. La mobilisation reste particulièrement forte à Rennes, où était organisé le 14 février un hommage de la ville au Peuple Haïtien, avec paëlla dansante, à Plouneour-Trez, dont les bénéfices ont été reversés aux missionnaires des Pères de St Jacques et à l'Association aux petits d'Haïti. La Région Bretagne demande aux associations du Collectif 35 de présenter un projet commun de solidarité avec Haïti auquel elle participerait et qui pourrait relever du domaine de l'eau et de l'assainissement : <http://solidarite35haiti.over-blog.com>.

A Paris, de nombreux Haïtiens se sont réunis, le 16 janvier, au Trocadéro, sur l'esplanade des Droits de l'Homme, puis à la messe célébrée à Notre-Dame-de-Paris. Le lendemain, un « rara »², a déambulé de la Porte de la Chapelle à la Place de la Bastille, en musique, chants, et danses.

Les associations ont multiplié leurs efforts également à Nantes, à Lyon, en région centre, en Anjou, à Paris, où ont eu lieu des collectes de fonds pour les besoins d'urgence.

A Lyon, et, plus largement **en Rhône-Alpes**, l'association « Ass hum » organise de nombreux événements, : pièces de théâtre, conférences, rencontres...

Des permanences ont été mises en place à destination de la communauté haïtienne à Lille, tandis qu'à Marseille et à Tours étaient organisées des réunions de réflexions sur la situation.

En Midi-Pyrénées, Le CHAMP (Collectif des Associations de Midi-Pyrénées) a accompagné l'ouverture, décidée par le Président de région, d'un dispositif de bourse d'accueil d'étudiants étrangers à des étudiants haïtiens

En Guyane, un « Collectif Haïti » s'est créé. Il regroupe les initiatives locales et œuvre pour la collecte d'aliments, de vêtements et de kits hygiéniques. La Guyane a appelé le gouvernement français à effectuer une régularisation exceptionnelle et durable de tous les Haïtiens présents sur le territoire français, au regroupement familial exceptionnel pour les proches, tout particulièrement pour les enfants et les personnes âgées en danger en Haïti. Ces personnes ont de la famille sur le territoire français. Elle appelle aussi à l'abandon des exigences administratives en matière d'état-civil devenues impossibles à satisfaire. L'appel peut être signé sur le site <http://resf.info/P1424>

² Groupe déambulant au son de la musique paysanne « rara ».

LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE

LETTRÉ DU BUREAU A TOUS LES ADHERENTS DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Paris, le 12 février 2010,

Chers amis d'Haïti,

Après un mois pile d'intenses activités liées aux conséquences du séisme du 12 janvier dernier, le Bureau du CHF tient à faire le point sur les opérations menées sur les plans national et régional et à fixer un cap pour la suite de son engagement dans le soutien envers les Haïtiens et dans sa contribution à la reconstruction. Les membres du bureau du CHF vous rappellent :

qu'après un tel drame, il est important d'avoir une pensée profonde pour tous les disparus haïtiens et ceux d'origines étrangères.

que le Collectif a été beaucoup sollicité et a fait le maximum pour y répondre grâce aux bénévoles nombreux venus d'eux-mêmes prêter main forte à la coordination de Paris et d'autres que nous avons pris l'initiative de convoquer; grâce également aux contributions des équipes régionales.

que la réunion du CA le 13 janvier a permis au CHF de se positionner comme acteur consulté, écouté et engagé et ce, grâce à la publication dès le lendemain d'un communiqué (toujours sur le site web) concernant son analyse de la situation en Haïti et sa manière de menée la collecte de fonds et l'orientation affirmée de son utilisation. Il s'agit de soutenir la reconstruction en investissant dans la restauration des outils de fonctionnement de nos partenaires institutionnels et associatifs.

que le CA a décidé de privilégier le long terme (reconstruction, remplacement du matériel) et de collecter des fonds sur son CCP pour soutenir les partenaires avec qui le CHF collabore et les associations-membres qui solliciteront une aide au regard du bilan présenté. Ce sont essentiellement VETERIMED, ALTERPRESSE, et le GARR, dont les programmes sont des éléments fédérateurs du CHF. Ce sont aussi des associations dont leurs actions en Haïti sont prépondérantes pour la communauté haïtienne.

que chaque groupe régional et chaque association garde bien évidemment son autonomie dans le choix de ses actions (manifestations, collectes, sollicitations de subventions auprès des Collectivités Territoriales) au regard de ses priorités et ses urgences.

que les relations directes avec les partenaires haïtiens et l'exploitation des réseaux, même informels, ont

permis de faire circuler des informations importantes et de répondre, malgré les difficultés sous-jacentes, aux appels pressants qui nous ont été adressés.

Que la mutualisation des moyens et des idées est une démarche préconisée par toutes les instances traitant de l'aide et de la reconstruction d'Haïti.

que les membres du CA, et particulièrement la coordinatrice nationale, ont dû faire face à de multiples tâches nouvelles qui se rajoutaient à celles qui leur sont habituellement lourdes :

- contacts avec les média (télé, journaux, radios...) : nous souhaiterions que vous nous fassiez part de vos réactions aux différentes interventions nationales, régionales et locales que vous avez vues ou entendues.

- accueil de familles haïtiennes pour des renseignements sur les conditions de séjour de migration et de regroupement familial

- réunions de concertation et de coordination : * à *l'Espace de Partenariat franco-haïtien élargi aux ONG et structures de solidarité avec Haïti*, s'est déjà réuni 4 fois (tous les mercredi soir au CCFD) pour croiser nos informations et coordonner notre message politique. (35 ONG présentes environ); * à *la Coordination Europe-Haïti* deux réunions de concertation à Bruxelles; * au rassemblement des collectivités locales du *groupe pays Haïti de Cités Unies France* qui s'est réuni le 10 janvier (70 participants); au Ministère des affaires étrangères, réunion pour la préparation de la reconstruction d'Haïti, à l'invitation de l'ambassadeur Duquesne (50 participants avec trois composantes principales : - les Collectivités locales, - les Entreprises, - les associations et ONG.); * à *la Conférence des Universités Françaises pour la reconstruction d'Haïti* à Toulouse, présence du Collectif Haïti des Association de Midi Pyrénées (C.H.A.M.P.).

Les regroupements régionaux ont montré leur efficacité en certains domaine dont notamment : - *la prise en charge de tous les étudiants haïtiens de Toulouse par le Conseil Régional Midi-Pyrénées* ; - la création d'une permanence quotidienne à Rennes pour permettre aux familles et aux associations d'avoir des nouvelles d'Haïti ; - *la sollicitation de certaines collectivités locales pour répondre aux besoins de financement des associations qui ont fait la preuve de leur efficacité sur le terrain haïtien et de leur rigueur de gestion.*

Tous ces événements et actions nous ont fait toucher du doigt la nécessité de nous consolider :

- en ressources humaines : un appel a donc été lancé pour le recrutement d'un(e) stagiaire pendant 5 mois, sur un profil très voisin de celui

de l'an dernier (information-communication). N'hésitez pas à faire passer l'information dans vos réseaux. Il faut envisager d'ouvrir un 2^e poste de salarié dès que les ressources financières seront trouvées.

- en ressources matérielles : une demande a été faite au CICP (Centre International de Cultures Populaires) qui nous héberge, pour avoir une pièce supplémentaire, car le local actuel est insuffisant, surtout pour l'accueil des bénévoles, des journalistes et des commissions de réflexions. L'équipement informatique et le mobilier vont être renforcés, grâce à un appel à dons ou récupération de matériels.
- en ressources financières : recherche de nouveaux financements publics avec Coordination Sud ; appel urgent pour un financement complémentaire à tous les adhérents pour le fonctionnement du CHF (renforcement des adhésions et des abonnements à tous vos amis et

connaissances). Les versements volontaires de soutien seront les bienvenus.

En guise de conclusion et vous l'avez sans doute compris, nous disons que le séisme a précipité ce que nous pressentions. Si le CHF veut vraiment remplir son rôle et atteindre ses objectifs, il doit améliorer sa communication en interne, son image, élever son niveau d'intervention et gravir une échelle dans le concert des instances reconnues, consultées et gestionnaires de mission. La nécessité d'une organisation forte en France se précise.

Enfin, la Fondation de France et Coordination Sud réfléchissent à la création d'un Bureau d'Information et de Liaison à Port-au-Prince, où nous serions un acteur privilégié pour assurer les échanges entre les associations de France et d'Haïti.

Le chantier est ouvert.

**Convocation à Assemblée Générale 2009 du Collectif Haïti de France
Assemblée Générale Extraordinaire 2010**

Samedi 13 mars 2010 à Paris, 9h30-17h

Vous êtes conviés au siège de l'association pour l'Assemblée Générale 2009 du Collectif Haïti de France samedi 13 mai à 9h30 au

**CICP (grande salle)
21 ter Rue Voltaire
75 011 PARIS**

Ordre du jour :

ASSEMBLEE GENERALE statutaire 2009

- Rapport d'activités de l'année 2009
- Rapport moral
- Rapport d'orientation 2010 et budget prévisionnel
- Rapport financier 2009
- Vote pour l'adoption des Rapports

Ouverture de L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Lecture des nouveaux Statuts du CHF, d'une Charte et d'un Règlement Intérieur élaborés pour répondre à l'évolution structurelle du CHF
- Vote pour l'adoption des statuts

Renouvellement des membres du Conseil d'Administration

Points sur la situation post-séisme en Haïti. Débats sur l'évolution du CHF, sur le fonctionnement de la Coordination et orientations futures. Les perspectives de nouvelles Rencontres Nationales 2010 des associations franco-haïtiennes et des acteurs de la solidarité avec Haïti.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du **Collectif Haïti de France**

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78

c o n t a c t @ c o l l e c t i f - h a i t i . f r / w w w . c o l l e c t i f - h a i t i . f r